

## Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



# Course et piraterie dans le Golfe du Mexique et la Mer des Antilles

Anne Pérotin-Dumon

Numéro 53-54, 3e trimestre–4e trimestre 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043876ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043876ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

### ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Pérotin-Dumon, A. (1982). Course et piraterie dans le Golfe du Mexique et la Mer des Antilles. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (53-54), 49–71. <https://doi.org/10.7202/1043876ar>

# Course et piraterie dans le Golfe du Mexique et la Mer des Antilles

*L'ultime épisode, ou la contribution  
des « corsarios insurgentes » à l'indépendance de l'Amérique  
(1810-1830)\**

par

Anne PÉROTIN-DUMON

Quel rôle a joué la course dans les guerres aboutissant à l'indépendance politique de tout l'empire espagnol continental : telle est la question que l'on se propose d'explorer ici. Dans ce que l'on pourrait appeler le « cycle colonial des révolutions » (1770-1830), et qui va de la guerre d'indépendance des Etats-Unis à celles de l'Amérique espagnole en passant par les révolutions jacobines antillaises, le golfe du Mexique et la mer des Antilles ont été le champ d'action privilégié des corsaires, parce qu'ils étaient le point de départ de la route du commerce atlantique vers l'Europe. La contribution de la « Course indépendante » à la révolution de l'Amérique espagnole s'inscrit donc dans un phénomène plus large qui est le rôle joué constamment par la course et la piraterie dans les guerres d'indépendance coloniale. Il faut, tout de suite, aller plus loin et se souvenir que dès les premiers temps de la colonisation du Nouveau Monde, les pirates anglais et français ont menacé le commerce

---

\* Au point de départ de cet article, le texte d'une communication présentée au congrès international des sciences historiques tenu à San Francisco (21-28 août 1975), dans le cadre de la commission internationale d'histoire maritime. Le présent texte est la version revue et étendue de cette communication. L'ensemble du problème a été repris dans un ouvrage actuellement en cours de rédaction, à paraître sous le titre *Privateerism and the Independence of Latin America*. C'est d'avance à son appareil critique que nous renvoyons, nous bornant à indiquer *in fine*, ici, une bibliographie sommaire, et les principales sources d'archives que nous avons dépouillées.

colonial espagnol. Puis la contrebande et la course (la première étant la pépinière de la seconde) ont été des constantes du phénomène colonial américain. Il faut enfin remarquer que cette implication du corsaire dans la cause révolutionnaire n'est pas seulement américaine mais plus largement atlantique, à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles. Tel est, rapidement brossé, le cadre dans lequel nous allons observer les *corsarios insurgentes*.

Certains épisodes de la Course indépendante sont déjà bien connus, comme celui des frères Lafitte à la Nouvelle-Orléans ; certains grandes figures s'en détachent, telles celles de Lord Cochrane ou de Louis Aury. Mais une vision globale du phénomène fait encore défaut, qui seule permettrait de dégager, ensuite, la spécificité aux visages multiples (économique, militaire, social, idéologique) d'une des ultimes manifestations du fait corsaire. Au risque de s'enfermer dans le registre événementiel, nous avons considéré que notre première tâche devait être de mettre en évidence la formation originelle et les grandes articulations chronologiques de la Course indépendante. Ultérieurement, il s'agira de réhabiliter dans notre vision de l'indépendance hispano-américaine, qui a trop souvent privilégié les opérations terrestres et l'évolution politique, la guerre navale et économique menée par les corsaires. Nous nous bornerons à suggérer pour le moment certains points sur lesquels cette réhabilitation peut contribuer à renouveler et à enrichir notre intelligence de l'indépendance de l'Amérique espagnole.

Aborder l'histoire des *corsarios insurgentes*, c'est vouloir donc étudier l'implication du phénomène de la course dans celui d'une guerre révolutionnaire aboutissant à l'indépendance politique. Pareille connection entre corsaires et révolutionnaires prend effet avant le soulèvement des colonies espagnoles. Au cours des guerres menées par les treize états d'Amérique du nord, puis aux Antilles françaises sous la Révolution et l'Empire, des corsaires ont harcelé la Grande-Bretagne, autre puissance coloniale et conservatrice. Maintenant — il s'agit parfois des mêmes individus — ils vont s'attaquer à la puissance espagnole. Ainsi, de 1770 à 1830, le conflit est constant entre d'une part des métropoles, détentrices de marine régulière ainsi que d'une organisation commerciale, et d'autre part les corsaires des colonies. Par sa continuité historique, par sa filiation humaine, par sa fonction stratégique, politique et économique, la course inscrit donc bien nettement la guerre d'indépendance hispano-américaine au sein des révolutions dites du « cycle colonial ».

Le golfe du Mexique et la mer des Antilles connaissent une intense circulation commerciale ; pour cela ils seront, nous l'avons dit, le théâtre d'opérations privilégié de cette course. Et les trois sommets du triangle géo-politique dans lequel celles-ci s'inscrivent le plus fréquemment se trouvent être Mexico, Cuba, le Venezuela : autant de points chauds dans la guerre, qu'elle soit insurrection ou résistance. Le milieu géographique, en somme, établit de lui-même, la connection entre course et révolution.

Pour connaître cette histoire, rares sont les travaux existants. L'historiographie hispano-américaine a davantage mis l'accent sur l'aspect continental du conflit, mis à part l'Argentine, et plus récemment la Colombie. Et de la *eroica lucha emancipadora*, on ne retient trop souvent que l'épopée. Des travaux nord-américains ont mis en évidence la contribution des marins jacobins et des ports yankees à la cause hispano-américaine. Mais la description synoptique des opérations qui se sont déroulées sous les pavillons de Colombie, de Mexico ou de Buenos Aires, la résistance que leur a opposée l'Espagne, l'implication, dans ce conflit, des forces navales des autres puissances, tout ceci forme *ensemble* un champ d'observation pratiquement vierge. Les sources documentaires, heureusement, ne manquent pas ! Non que les derniers corsaires du monde moderne se soient transformés en hommes des cabinet. Les « archives de corsaires », comme les *Aury Papers* conservés à l'université d'Austin (Texas, Etats-Unis), sont une denrée rarissime. Les diplomates, et surtout les marins, des métropoles occidentales (Espagne, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) nous ont, en revanche, renseignés abondamment *sur* les corsaires. D'importantes publications de documents diplomatiques et consulaires constituent à cet égard une source d'information de premier ordre. Moins connus, bien que souvent à l'origine des dépêches diplomatiques et consulaires pré-citées, les témoignages sur les *corsarios insurgentes* conservés dans les différents dépôts d'archives de la marine ont été abondamment sollicités. Mais l'observateur ne se plaçait-il pas, ce faisant, dans le camp de la légalité et des puissances établies, c'est-à-dire bien loin des corsaires eux-mêmes ? Risque calculé, dans la mesure où nous avons cherché à appréhender le phénomène sous l'angle de la résistance que la métropole espagnole oppose à la course de ses colonies rebelles, essentiellement depuis l'île de Cuba, *llave del seno mexicano*. Risque compensé aussi, par le fait que nous ayons pu recourir abondamment aux archives coloniales émanant des pays amé-

ricains sur les côtes desquels la guerre de course s'est déroulée, tels la Colombie, Cuba ou le Mexique\*.

*La fin de l'Empire*

*met la course française réfugiée à la Nouvelle-Orléans  
au service de l'indépendance hispano-américaine (1808-1811)*

La révolte des colonies espagnoles est liée à l'invasion de péninsule par les troupes napoléoniennes. A l'instar de l'Espagne dans les grandes villes américaines, des *juntas* se sont formées, qui se déclarent fidèles au roi Ferdinand VII, en 1809. Au cours de l'année 1811, l'un après l'autre, Caracas, Quito, Buenos Aires, le Chili, ont proclamé leur indépendance. De loyaliste, le mouvement américain est devenue séparatiste. La métropole riposte en instaurant le blocus de toutes les côtes du continent révolté ; pour pallier la faiblesse de sa marine déjà employée sur les côtes espagnoles ; elle fait appel à des corsaires chargés de faire respecter ce blocus. Dès lors le processus est engagé : à leur tour, les juntas décrètent le recours à la course. Désorganiser les relations navales et commerciales de la métropole avec l'Amérique sera leur moyen de lutte, en l'absence d'une marine ; dans le même temps, il leur permettra de continuer à s'approvisionner.

De leur côté, les jeunes états nord-américains agissent pareillement. Pour sortir victorieux du second conflit qui les oppose à la Grande-Bretagne, la course qui est pratiquée depuis Baltimore sera pour eux un atout définitif. A la Nouvelle-Orléans, il existe un autre groupe d'ex-corsaires disponibles pour de nouvelles aventures. La Louisiane a été acquise par les Etats-Unis en 1803 ; après vingt années de guerre — celles de la Révolution et l'Empire — elle est devenue la plaque tournante de « l'économie corsaire ». Qu'entend-on par le terme d'économie corsaire : A la Nouvelle-Orléans transite une bonne partie du commerce interloqué entre l'Europe et l'Amérique. Et l'interlope ne ralentit pas, bien au contraire, avec le « blocus continental » en Europe, et les embargos successifs infligés aux côtes américaines. A la Nouvelle-Orléans, contrebandiers et flibustiers font bon ménage, se complétant ou s'épaulant mutuellement. Puissance neutre, les Etats-Unis supportent sans broncher un trafic qui enrichit leurs ports, et qui procure aux Etats

---

\* Cf. *in fine*, la bibliographie sommaire et les principales sources d'archives dépouillées.

du Sud, le ravitaillement, les esclaves, les outils indispensables à la bonne marche de leurs plantations.

Au nom d'une vieille tradition d'amitié, et en raison d'une population française qui demeure importante après que la Louisiane soit devenue un état nord-américain, nombre de corsaires français ont reflué à la Nouvelle-Orléans entre 1809 et 1810, ayant perdu aux Antilles françaises la guerre tenace qu'ils y livraient aux Anglais depuis... 1793. Privés désormais d'obédience, mais agissant sans la houlette des frères Lafitte, les corsaires français des Antilles sont eux aussi devenus des flibustiers. Leurs repaires sont établis entre ces multiples bras que dessine le delta du Mississippi ; telle est l'île de Barataria qui, non loin de la Nouvelle-Orléans, est devenue le grand magasin de la flibuste. Les Français continuent à arraisonner les bâtiments anglais ; apprenant que l'Espagne résiste à Napoléon, ils ont même commencé à s'attaquer aux bâtiments battant pavillon du gouvernement espagnol de Cadix (demeuré fidèle à Ferdinand VII). Mais voici que les colonies hispano-américaines insurgées font appel à eux ; les corsaires français de la Nouvelle-Orléans vont être les premiers à prêter leurs services à la cause des patriotes latino-américains. Après la Guadeloupe, Barataria est le tremplin pour de nouvelles aventures !

*A Carthagène des Indes :  
les « fils de Robespierre » (1812-1814)*

Pour beaucoup de « Baratariens » — ils sont plus de 400 — la cause patriote fournit une couverture commode pour continuer leurs opérations flibustières en Louisiane. Mais il est parmi eux quelques aventuriers à la fibre plus révolutionnaire. Un Louis Beluche (oncle des Lafitte) se rend effectivement à Carthagène, foyer de la révolution sur la Côte-Ferme (aujourd'hui Colombie), et que le blocus espagnol menace d'asphyxie. Avec Louis Beluche, Louis Aury (dont nous avons cité les archives) qui arrive à Carthagène avec sa flotte personnelle ; d'autres encore, comme Lauminet, Joly, Chatillon ; Pierre Labatut enfin, qui prendra en 1813 le commandement de ces premières forces corsaires. Elles sont une vingtaine de goélettes à battre le pavillon de Carthagène, cette sorte de république portuaire qui a délivré les premières lettres de marque. En deux années de campagne, elles font une quarantaine de prises, ce n'est pas un mauvais score, étant donné la position précaire de Carthagène, entouré de ports encore fidèles à l'Espagne.

Le *Duc de Montebello*, le *Prince d'Essling*, le *Wagram*, la *Vengeance*, le *Duc de Dantzig* : voilà des noms qui trahissent l'origine et les convictions des premiers *corsarios insurgentes*. Les « fils de Robespierre », comme disent avec effroi les Espagnols royalistes, se sont installés en maître à Carthagène ; 600 d'entre eux peuplent bouges et tavernes, et arborent la cocarde tricolore. Pour les « corsaires de la République » voici revenu le temps des victoires ; les récentes défaites essuyées dans les eaux antillaises appartiennent au passé. De fait, le blocus commence à être tenu en échec. En 1813, les corsaires de Carthagène sont même en mesure de menacer les côtes de Cuba.

A Carthagène, se dessinent pour vingt années les traits de la Course indépendante. Elle fait appel à un personnel cosmopolite, nord-américain, européen, antillais, Saint Domingue devenu la « république noire » d'Haïti, fournit dans la mer des Antilles, une base logistique capitale. L'encadrement vient, nous l'avons dit, des ports nord-américains, qu'il s'agisse des yankees ou des jacobins qui y sont réfugiés. Avant que les prises espagnoles ne viennent grossir la flotte corsaire, c'est aux Etats-Unis que celle-ci se procure aussi bâtiments et matériel. Le foyer d'insurrection qui a délivré la lettre de marque offre l'obédience politique. C'est sous son pavillon que l'on opère ; c'est à son tribunal que l'on reconnaît le droit de juger de la validité des prises faites. En revanche, la consigne de ne pas s'en prendre aux bâtiments neutres, en particulier anglais (si l'on veut continuer à être ravitaillé), est moins bien acceptée par les corsaires français, on s'en doute.

L'évolution générale de l'insurrection contre l'Espagne explique qu'entre 1812 et 1814, le pavillon de Carthagène soit celui qui rassemble le plus de corsaires dans les eaux antillaises. L'Espagne est absorbée par le difficile établissement d'un régime constitutionnel ; en Amérique elle laisse s'affronter quelques foyers patriotes à de solides positions royalistes. En 1814, l'issue du conflit demeure un peu partout incertaine. Dans la vice-royauté du Mexique, les éléments conservateurs dominent, et les insurgés ne réussissent pas à s'établir solidement sur la côte. Cuba et Porto-Rico, sont résolument fidèles à la couronne espagnole. A la Nouvelle-Grenade et au Vénézuëla, la guerre est d'une extrême violence. Les créoles de la côte ont désormais leur *leader*, le fameux Bolivar. Mais celui-ci est harcelé par les *llaneros*, métis et indiens, du chef royaliste Thomas Boves. Il n'y a que la côte de Colombie qui soit résolument « indépendante », offrant par ailleurs les meilleurs mouillages. Sur terre,

la guerre s'enlise, se parcellise ; mais sur mer, elle jouit d'une relative mobilité et unité de mouvement, et elle enregistre quelques succès.

*La reconquête espagnole et les nouvelles conditions  
de la « Course indépendante » (1815-1821)*

A la fin de 1814, l'Espagne a envoyé une expédition forte de 10.000 hommes pour mater l'Amérique. Rétabli sur le trône d'Espagne, Ferdinand VII a décidé de frapper l'insurrection sur la Côte-Ferme. Bénéficiant d'un effet de surprise, Pablo Morillo reconquiert d'abord aisément le terrain perdu. A la fin de 1815, toute la côte est à nouveau royaliste ; Carthagène a dû se rendre. Au cours de 1815, l'intérieur des terres se soumet à l'Espagne. Bolivar doit même quitter le continent ; il trouve refuge aux Antilles, dont on a dit l'importance logistique pour les patriotes. Mais les premiers succès de l'expédition espagnole sont compromis par une erreur capitale : aucun renfort n'est prévu ; on ne songe qu'à pousser plus loin dans les terres la reconquête, sans qu'aucun effort naval ne vienne consolider les positions côtières où les foyers les plus violents de l'insurrection ont été réduits. Le blocus reste la seule arme. Etabli à une distance excessive et indéfinie de la côte, il a pour effet d'indisposer gravement les puissances neutre qui continuent à commercer avec les deux camps. Et surtout aucune défense côtière n'est mise en place par les Espagnols pour faire respecter ce blocus.

Pareille situation permet aux corsaires rescapés de Carthagène de poursuivre leurs sévices. Conservant leur pavillon, ils ont trouvé abri chez les « républicains d'Haïti » et c'est maintenant depuis les Cayes de Saint-Louis qu'ils harcèlent les positions royalistes de la Côte-Ferme. L'entente qui date, comme on l'a dit, de l'époque précédente, se renforce d'autant plus que Saint-Domingue et ses corsaires de couleur luttent également contre les Espagnols qui convoitent alors de récupérer la partie orientale de l'île. A travers les corsaires, une collusion s'est produite entre les révolutions de la négritude antillaise et celles des créoles espagnols. L'impact idéologique du conflit s'en trouve doublé !

A une plus vaste échelle qu'à Carthagène, les corsaires opèrent maintenant en véritables divisions venant relayer les entreprises individuelles. A leur tête : Aury, Brion, Macgregor, dont les opérations sont, pour la première fois, coordonnées avec la stratégie continentale de Bolivar. Ils appuient les tentatives, successives du *libertador* pour reprendre pied sur la Côte-



Ferme. En janvier 1817, c'est chose faite, Depuis l'estuaire de l'Orénoque, Bolivar entreprend alors la campagne qui, coordonnée comme nous le verrons avec celle de l'Argentin San Martin, aboutira, huit ans plus tard, à la libération de tout le continent. La féroce répression que Ferdinand VII a ordonnée dans les territoires reconquis a, en quelque sorte, grandi la cause patriote dans l'opinion publique. Contre l'Espagne, la guerre est désormais menée par des armées de libération nationale.

Pour regagner à sa cause le nord du continent, Bolivar a disposé d'un autre atout. Avant même qu'il ait réussi à reprendre pied sur la Côte-Ferme, le concours des marins et pêcheurs de couleur qui peuplent les basses terres insulaires lui est acquis. Car ceux-ci ont, comme leurs voisins antillais, vocation de corsaire. Au reste, lorsque la Guadeloupe et la Martinique sont tombées devant les Anglais en 1810, certains corsaires de l'Empire sont venus les rejoindre au lieu de gagner la Nouvelle-Orléans ; tel le mulâtre Bigeard, ancien comparse du commissaire de la Convention Victor Hugues. Et Victor Hugues est, ne l'oublions pas, le père de toute la flibuste révolutionnaire, leur génial organisateur face aux Anglais. Ceux que l'on nomme les « garçons de la côte » en souvenir de leurs aînés du XVII<sup>e</sup> siècle, n'ont certes pas l'envergure ni les états de service des Barataris de la Nouvelle-Orléans. Mais, et c'est capital, après que Bolivar ait dû abandonner la Côte-Ferme, ils ont continué, seuls, à faire contre les Espagnols une course active. Comparable à celle de Haïti, cette Course indépendante réunit un personnel yankee, jacobin, et antillais de couleur ; elle subit encore fortement l'empreinte idéologique française. Siège d'un tribunal où sont amenées, pour y être jugées, leurs prises, l'île Margarita est la principale base antillaise de la Course indépendante autour de 1816.

*Les corsaires mexicains et les visées annexionistes  
des Etats-Unis (1815-1819)*

Entre les deux étapes des opérations sur la Côte-Ferme, certains corsaires, tel Aury, tentent leurs chances du côté du Mexique. Vers 1816, ce nouveau pavillon commence en effet à être redouté des marchands européens. Mais comment comprendre l'absence, jusqu'à cette date, d'une course sous obédience mexicaine ? On l'a dit : les conditions de l'insurrection, dans cette partie de l'empire espagnol sont telles qu'aucun grand port n'en a été le foyer où se serait implantée durablement une organisation corsaire susceptible de porter la guerre sur

mer. Aussi ceux qui, venus des Etats-Unis, opèrent sur les côtes mexicaines, le font-ils sans guère de rapport avec les révoltés de l'intérieur. Les quelques créoles révolutionnaires qu'ils comptent toutefois dans leurs rangs, servent à parer de nobles raisons idéologiques les projets de conquête du Texas ou du Mexique ourdis par le gouvernement nord-américain. Car tels sont, en réalité, les buts de ces raids sur les côtes mexicaines. Pour les corsaires de la Nouvelle-Orléans, il y a là un nouvel objectif intéressant, au moment où ils ont été délogés de Barataria devenue trop suspecte aux yeux des autorités nord-américaines.

En 1815, une première tête de pont est établie à Boquilla de Piedras ; mais les raids qui sont lancés, depuis cette base, sur Nautla et Tampico, échouent. Même échec deux ans plus tard, lors de l'occupation de Soto la Marina. L'implantation corsaire réalisée en 1818 à Galveston et Matagorda apparaît plus solide ; elle ne rend pas cependant possible la conquête du Texas selon le plan arrêté. Du côté des Florides, les visées annexionnistes du gouvernement américain s'accommodent aussi du concours des corsaires. En 1819, l'Espagne devra abandonner des territoires dont l'occupation américaine officieuse a souvent été rendue possible grâce aux corsaires ; en particulier, l'île Amélia située aux frontières de la Géorgie et de la Floride a été pour ceux-ci une base importante.

Au total, des opérations qui intéressent moins la cause indépendante que les visées annexionnistes des Etats-Unis, et qui ne réussissent que dans la mesure où elles rapportent en même temps aux ex-corsaires de la Nouvelle-Orléans. Il est en effet remarquable que les plans de conquête échouent rapidement, tandis que les raids fructueux sur les côtes de Tampico et Campeche se répètent, depuis les bases d'Amelia ou de la Nouvelle-Orléans.

Et lorsqu'un nouveau gouvernement mexicain reprend la lutte contre les Espagnols, c'est à La Nouvelle-Orléans qu'il est fait encore appel pour former les corsaires mexicains. Au cours de 1816 et 1817, on troque en effet dans toutes ces bases le pavillon de Carthagène pour celui du Mexique. Encore faut-il remarquer que l'on n'a pas affaire à une organisation corsaire bien stable : Galveston redevient promptement un simple repaire flibustier, tandis que nombre de corsaires retournent aux Antilles où ils s'établissent en de nouveaux points : Aury à Mona, Macgregor à Santa Catalina. Il y a enfin ceux qui, tel Brion, décident d'adopter un troisième pavillon : celui de Buenos Aires.

*L'arrivée aux Antilles des corsaires de Buenos-Aires (1817)*

La course argentine est aussi ancienne que celle de Carthagène la première *junta* de Buenos Aires ayant décrété sa formation dès 1811. Parmi les Français qu'elle draine, Hyppolite Bouchard tente de former une première flotte corsaire avec l'appui de New-York. Celle-ci s'avère insuffisante pour forcer le blocus organisé par le port royaliste de Montevideo. En revanche, la seconde formation corsaire due au marin anglo-saxon William Brown, permet au Rio de la Plata de tenir bon, seul, face à la vice-royauté du Pérou (fidèle à l'Espagne), tandis que le nord subit la reconquête de 1815. On a parlé d'une marine argentine avant la lettre ; en tout cas, la flotte de Brown et de Thomas Taylor en est sans nul doute la genèse.

Une quarantaine de bâtiments sont soumis à une discipline rigoureuse ; leurs campagnes corsaires sont réglementées par l'ordonnance sur la course promulguée par la junta de Buenos Aires, laquelle ne fait que reprendre les dispositions de l'ordonnance espagnole de 1801... Parce que tout le monde s'y plie, entre 1818 et 1821, même Bouchard le corsaire jacobin de la première heure, même Lord Cochrane, ce grand seigneur anglais qui a dû quitter la *Royal Navy* pour indiscipline, les opérations, dans le Pacifique, de la flotte argentine deviennent un élément décisif dans la stratégie de San Martin, le *libertador* argentin, en direction du Pérou royaliste.

San Martin a pris le commandement des forces armées de Buenos Aires. Au moment où Bolivar a repris pied sur le nord du continent, il réussit à franchir les Andes avec quelque 5000 hommes. Le Chili est définitivement libéré. Reste la forteresse royaliste du Pérou, vers laquelle Bolivar se dirige aussi, depuis l'Equateur. C'est la flotte de Cochrane qui transporte l'armée de San Martin au Pérou. Devant les forces navales patriotes, le vice-roi espagnol abandonne Lima en 1821. San Martin s'effaçant alors, c'est le lieutenant de Bolivar, Sucre, qui vient à bout, après trois années, de la résistance des royalistes péruviens. En décembre 1825, la bataille d'Ayacucho met un terme à la puissance coloniale espagnole en Amérique.

La course argentine ne désigne pas seulement la flotte du Pacifique engagée dans une campagne navale régulière. Au même moment, le pavillon de Buenos Aires devient redoutable jusque dans les eaux antillaises et sur les côtes du Mexique ; et les neuf-dixième des corsaires indépendants opérant dans l'Atlantique nord sont argentins. Ce pavillon offre des possi-

bilités de gain assez séduisantes pour attirer à lui les corsaires opérant jusque-là sous les couleurs de Carthagène et du Mexique. Eternel donjuanisme du corsaire prêt à une nouvelle aventure plus rentable, qui fait qu'aucun gouvernement insurgé n'est assuré de le retenir sous sa houlette au nom des principes révolutionnaire ! Regroupement donc des corsaires, et extension de leur théâtre d'exaction ; il s'ensuit, en bonne logique, un volume croissant d'opérations. Entre 1817 et 1821, les corsarios insurgentes atteignent leur plus grand rayonnement, paralysant jusqu'aux côtes de l'Espagne. Où entreposer, où écouler le produit de tant de prises ? En plus de l'aide nord-américaine, l'implantation dans les Antilles est ici l'atout. Margarita, Santa Catalina, les îles neutres sont les nouvelles bases en vogue, les centres du commerce interlope qui est le prolongement logique de la course.

Peu distinguables, parfois, des corsaires de Buenos Aires sont ceux qui, depuis le port de Montevideo (dont ils ont chassé les Espagnols) opèrent, à partir de 1816, sous l'égide du caudillo de la province du *banda oriental*, Artigas. Ce dernier veut échapper à la fois aux convoitises du Brésil portugais (le Brésil se détachera pacifiquement du Portugal en 1821, le fils du roi du Portugal devenant le premier empereur du Brésil) et au joug de Buenos Aires ; il utilise la course comme principal moyen de guerre. En deux années, il réussit à s'imposer sur la place même de Buenos Aires où il recrute ses hommes, vend lettres de marque et prises. Formation remarquable par son progrès rapide et son organisation rigoureuse, pourquoi acquiert-elle cependant la réputation de commettre les pires exactions ? Il y a que, longtemps après la mort d'Artigas (survenue en 1821), les Artiguistes continuent à sévir, pour leur propre compte, depuis les Antilles.

### *L'attitude des Etats-Unis*

#### *aide à la course indépendante et « Neutrality act »*

Nul doute que la grande envergure qui est acquise par la course entre 1816 et 1818 ne soit due à l'aide active que lui prêtent les Etats-Unis, une fois libérés de la guerre avec la Grande-Bretagne (1812-1814). Baltimore, qui en était le grand centre corsaire, a reconverti personnel et capitaux dans la Course indépendante : cette participation diffère sensiblement de celle qu'avaient apportée jusqu'ici les ports du Sud. De Baltimore il faut peu de subterfuges pour faire sortir avec

armements, hommes et provisions, les bâtiments qui, sous le pavillon indépendant, courront sus aux Espagnols. Il n'en faut guère plus pour rapporter impunément le butin dont la vente à bas prix fera la fortune de tant d'Américains. Et comment les autorités ne fermeraient-elles pas les yeux, sous peine de s'opposer à ce qu'on appelle alors pudiquement « l'intérêt général » ? Plus que toute autre, la course argentine tire partie de cette complicité. Entre 1815 et 1821, 40 % des lettres de marque délivrées par Buenos Aires sont vendues dans les ports nord-américains ; elles sont même souvent rédigées en anglais. Et l'activité de Baltimore est si étroitement liée à la cause des patriotes argentins qu'on peut alors parler d'un axe Atlantique (Buenos Aires-Baltimore) faisant pendant à celui du Golfe (Nouvelle-Orléans-Mexique).

Pour toutes ces raisons, le gouvernement fédéral met une sourdine à son principe de neutralité, pourtant formulé depuis 1794. Face aux protestations constantes de l'Espagne, il lie son éventuelle remise à l'honneur à l'abandon, par l'Espagne, de la Floride. Sur le point de parvenir à ses fins, il considérera alors opportun de publier un nouveau *Neutrality Act* en vertu duquel les flibustiers d'Amelia désormais inutiles, sont délogés *manu militari*. Il est vrai qu'à la même date on note un premier ralentissement des bénéfices offerts par la course, celle-ci s'étant par ailleurs rendue impopulaire en raison d'illégalités trop fréquentes. On ne manquera pas de noter combien ce problème de l'aide apportée dans les ports nord-américains aux Corsaires indépendants compte dans la politique diplomatique des Etats-Unis. Au reste, les Espagnols ne s'y trompent pas lorsqu'ils déplorent si profondément la perte de la Floride : l'événement symbolise pour eux, tout le poids de la puissance nord-américaine qui a contribué à ruiner l'Espagne en lui préférant les Corsaires indépendants. Ces derniers sont maintenant capables d'exercer, comme on va le voir, une pression insupportable sur l'île de Cuba.

*La défense espagnole : de la reconquête de l'Amérique  
à la résistance aux corsaires (1815-1820) depuis Cuba*

A partir de 1815, la métropole a concentré sa défense navale à Cuba dont la station contrôle maintenant toute l'Amérique espagnole. Ceci s'explique par la position géographique de l'île qui l'a fait devenir très tôt un centre du réseau commercial Europe-Amérique. En outre, son propre essor économique

depuis la fin du siècle précédent, dans le temps qu'il a sans doute attaché les Cubains à l'Espagne, ne peut qu'exciter les convoitises des insurgés. A la mesure de ces avantages dont Cuba jouit, vont être les sévices que les corsaires lui infligent. Le blocus économique qui se resserre autour de l'île se trouve être en même temps la meilleure expression de son encerclement par la subversion idéologique.

Au reste avant les Corsaires indépendants, ce sont les corsaires anglais, puis français, qui ont harcelé Cuba depuis le début du siècle. Son commerce avec les Etats-Unis, qui durant vingt années avait connu un développement sans précédent, s'est brutalement ralenti par suite de la guerre des Nord-Américains contre la Grande-Bretagne. Enfin, Cuba ne reçoit plus les *situados*, autrement dit la subvention annuelle qui lui venait de la métropole via Mexico ; tandis que, de tout le continent, lui parviennent les appels ou secours des royalistes assiégés. Il ne faut guère compter, en effet, sur l'Espagne ; les difficultés internes l'absorbent avant tout, et son propos délibéré sera de ne pas investir régulièrement dans sa marine, dont elle laisse les effectifs passer de 259 bâtiments en 1808, à 34 en 1834. Elle se contentera plutôt de fréter, à intervalles trop espacés, des expéditions coûteuses dont les bâtiments bourrés de troupes et escortés d'une trop petite escadre de guerre, ne sont destinés qu'à la reconquête du continent. En somme, on perçoit ici la méconnaissance par l'Espagne — constitutionnelle ou royaliste — d'un conflit qui aurait peut-être dû l'obliger avant tout, à se mesurer sur mer aux corsaires.

La résistance cubaine ne peut donc compter que sur elle-même. Elle tiendra d'abord à l'intelligence d'Alexandre Ramirez, intendant de La Havane de 1816 à 1821. Celui-ci, pour pallier des forces indigentes, sait faire appel à l'aristocratie foncière créole. En 1817, le *Consulado de agricultura y comercio* arme six bâtiments pour protéger les côtes. Mais promptement, vient de Madrid l'ordre de remettre aux autorités navales les bâtiments et fonds de cette marine consulaire. On saisit là la suspicion qui anime la métropole à l'égard de toute participation créole à la défense, tandis qu'un administrateur habile avait, au contraire, cru bon de miser sur elle. A noter que la nécessité finissant toujours par s'imposer, on fera à nouveau ultérieurement appel au Consulat. Même hésitation à l'égard des corsaires royalistes. Dès le début, on l'a vu, ils ont pallié l'absence de forces navales régulières. Sous l'influence de l'opinion européenne, l'Espagne est portée à réprouver la course ; mais devant les besoins de la

défense, elle doit reprendre, dans un décret de 1816, les termes des ordonnances sur la course de 1801 et 1805. Cent *patentes reales* sont alors expédiées peut être délivrées dans les stations navales d'Amérique ; parmi lesquelles vingt-quatre pour La Havane.

Telle est la situation en 1820, lorsque le second régime libéral qui s'instaure en Espagne conclue une armistice avec les insurgés de Nouvelle-Grenade et du Vénézuëla. Dès l'année suivante, ceux-ci rompent la trêve, cependant qu'au sud le Chili établit fermement son indépendance avec le concours des Provinces-Unies du Rio de la Plata, et qu'au nord le Mexique se proclame à son tour indépendant. Ce sont alors, comme nous l'avons vu, les campagnes finales de Bolivar et de San Martin convergeant vers le Pérou royaliste, où à la fin de 1825, les Espagnols sont définitivement défaits. A cette défaite, une raison majeure : aucun renfort ne vient d'Espagne, pour contenir les armées de libération nationale, et pour enrayer la prolifération des corsaires, tant sur l'Atlantique que sur le Pacifique. La situation est maintenant inversée ; les Corsaires indépendants ne cessent de renforcer leur blocus devant les positions encore fidèles à l'Espagne, lesquelles s'amenuisent de jour en jour.

Le problème que ce blocus des Indépendants pose aux bâtiments neutres a une incidence directe sur celui de la reconnaissance des nouveaux états latins par les puissances étrangères. C'en est fini de la neutralité qui permettait aux bâtiments anglais ou nord-américains de louvoyer, à leurs risques et périls, entre les deux camps pour commercer avec l'un et l'autre. Se plier à la répression commerciale et navale imposée par les patriotes latins à ce qui reste de l'Amérique espagnole revient à reconnaître *ipso facto* la légitimité des nouveaux états qui sont en train de s'établir. Dernière étape, à la vérité, avant de pouvoir bénéficier des facilités qui sont systématiquement accordées au commerce neutre par chaque nouveau pays indépendant. Voilà pourquoi, à partir de 1822, et sur l'initiative des Etats-Unis, l'indépendance de l'Amérique espagnole commence à être internationalement reconnue.

Un foyer de résistance royaliste demeure, et il le demeurera définitivement : les Antilles. En 1822, l'amiral Angel Laborde devient le chef de la station de la Havane ; le fait qu'à ce titre il commande les forces navales de toute l'Amérique espagnole, montre assez que celles-ci se ramènent désormais essentiellement à Cuba et à Porto-Rico. Corollaire obligé : les îles sont la

dernière cible des pratriotes latins, en particulier le commerce de Cuba avec l'Espagne (et on a dit combien celui-ci était avantageux) que guettent les Corsaires indépendants. Angel Laborde révèle vite ses qualités; dans la mesure de ses moyens (qui n'ont pas été augmentés) il s'applique à conjurer l'encerclement. Sa politique est courageuse ; mais, comparée à celle de l'intendant Ramirez, quelques années plut tôt, elle est aussi d'un conservatisme intransigeant. La défense de Cuba doit reposer exclusivement sur l'*Armada* ; Laborde se passera des services des grands planteurs, lesquels leur étaient, il est vrai, consentis au prix d'énormes avantages pour continuer illégalement à être approvisionnés en esclaves. La rançon en est une certaine « indolence » des Cubains, devant les sévices des Indépendants, que les observateurs étrangers dénonceront.

Il y a surtout que Laborde, le marin métropolitain, est l'instrument docile d'une politique coloniale qui s'avère plus aberrante et plus éloignée des réalités à mesure que le temps passe. Depuis Cuba, il s'acharne à soutenir la résistance désespérée des Espagnols au Mexique, puis à exécuter par ses seuls moyens les plans ruineux de reconquête formés par la métropole (en 1827, vers le Vénézuëla ; en 1829, vers le Mexique). La perte du poste de San Juan de Ulúa en avant de Vera-Cruz met pourtant, dans les faits, un terme à ces rêves ruineux. Nous sommes en 1826 ; au même moment la dernière garnison espagnole en Amérique du Sud, celle de Gallao (le port de Lima) s'est également rendue. Laborde a enfin les mains libres pour porter entièrement la lutte sur le véritable terrain où l'ennemi continue à sévir contre Cuba : celui de la course. L'île a alors été divisée en trois départements militaires, qui rendent sa défense plus efficace. Et en effet, autour de 1828-1830, les eaux antillaises seront enfin nettoyées par Laborde.

Au fait que Cuba et Porto Rico ne soient pas devenues indépendantes, il y a bien des raisons autres que la résistance, *in fine* victorieuse de la marine espagnole ! Il n'entre pas dans notre propos de l'exposer ici ce qui est déjà bien connu : à savoir qu'aussi bien les nouveaux états, comme le Mexique et la Grande-Colombie (qui éclatera en 1839 entre le Vénézuëla, la Colombie et l'Equateur), que les Etats-Unis, ont souhaité le *statu quo* à propos des îles, c'est-à-dire leur maintien sous domination espagnole. Ce qu'il nous importe de relever, parce que le fait est en général ignoré, c'est que, de toute façon, les Corsaires indépendants sur lesquels reposait stratégiquement l'indépendance éventuelle de Cuba s'avèrent alors incapables de



mener la guerre sur mer jusqu'à ce terme. Seul Laborde, perspicace, a prévu les difficultés qui arrêteraient alors les Corsaires indépendants dans leurs progrès. Non seulement ceux-ci ne parviennent pas, en règle générale, à donner lieu à la création de forces navales régulières ; mais leurs actions dégénèrent, incontrôlées, en piraterie et en contrebande négrière. Ce sont ces derniers avatars des guerres d'indépendance de l'Amérique latine sur mer, que nous voudrions retracer maintenant.

*L'échec des marines indépendantes entraîne la persistance  
de la course et l'apparition de la piraterie (1821-1830)*

A mesure que la cause de l'indépendance a grandi, le désir est né, chez ses organisateurs, de former des marines nationales avec les corsaires qui arboraient leurs pavillons. Au reste, les flottes constituées par les Argentins et les Carthaginois ne les préfiguraient-elles pas déjà ? Pour Bolivar c'est le moyen de se faire reconnaître par les grandes puissances qui commencent à se lasser des exactions corsaires qu'elles refusent désormais de cautionner. Brion le négociant de Curaçao ami de Bolivar, puis le Nord-Américain Daniel, sont désormais nommés amiraux de Colombie ; ils cherchent à s'attacher pour officiers leurs compatriotes et compagnons dans la course. Les marins colombiens, quant à eux, ne peuvent être autres que les habitants de couleur de Margarita et Cumana. A New-York et Baltimore, de beaux vaisseaux de guerre sont acquis par la jeune république avec les produits de la course. Même politique au Mexique, où Iturbide confie en 1826, au *commodore* nord-Américain Porter, le commandement des bâtiments également acquis aux Etats-Unis.

Mais, ici et là, l'entreprise échoue. Officiers et marins n'ayant plus l'appât du gain, refusent de s'incorporer dans ces marines, ou désertent ; les bâtiments non entretenus, sont rapidement hors d'état de prendre la mer. Les Indépendants apprennent ainsi que la création d'une force navale ne s'improvise pas. Autour de 1824, on peut conclure à un échec, presque partout, des marines latino-américaines. Comme Laborde l'avait prévu, force leur est de revenir à la guerre de course contre l'Espagne, laquelle s'obstine, dix ans encore, à ne point reconnaître la perte de son empire américain. Le Mexique et la Colombie recommencent à délivrer des lettres de marque. Dans le traité d'alliance que ces deux états concluent en 1825, il est prévu que les corsaires pourront recourir indifféremment aux tribunaux de prises de l'un ou l'autre pays. Mais une Espagne maintenant si

affaiblie ne constitue plus un objectif suffisant pour des appétits bien aiguisés ! Muni ou non de lettres de marque, on s'en prend alors aux bâtiments neutres. La course, à son apogée, dégénère brutalement en piraterie

Quinze années de course (trente, si l'on y ajoute celles de la Révolution et de l'Empire) ont abouti, sur mer, à un état de désordre difficilement imaginable pour des esprits d'aujourd'hui. Aucun pavillon n'est épargné, sans que l'on sache exactement lequel craindre. Au sein même des corsaires, l'anarchie s'est installée. Mutinerie des équipages, assassinats des officiers sont monnaie courante. Désormais peu soucieux d'une quelconque obéissance politique, aventuriers et mutins œuvrent impunément depuis les îles neutres. Ainsi, près de Saint-Barthélémy, île suédoise, les Artiguistes de Montevideo ont établi leur repaire au mouillage du Fourchu ; mêmes avantages offerts par l'île de Tintamare, dépendant de l'île hollandaise de Saint-Martin.

Tout ce monde fait bon ménage avec les éternels corsaires-pirates de Saint-Domingue, où le président Boyer a repris la lutte contre les Espagnols. Dans ce dénouement de la course indépendante en piraterie, on voit donc simplement resurgir certaines constantes du milieu antillais : piraterie de couleur qui sévit sur les côtes de Saint-Domingue à l'état endémique, transactions de contrebande traditionnellement pratiquées dans les îles neutres.

Sur les côtes mêmes de Cuba la course, nous l'avons dit, devient piraterie. Si elle est parfois le fait d'anciens corsaires royalistes déçus, on peut dire qu'elle appelle, plus largement, tous ceux qui patissent de la paralysie du commerce étant donné l'encerclement de l'île. Comme à la Nouvelle-Orléans jadis, la complicité des autorités espagnoles leur est assurée puisque c'est toute l'île qui souffre de cette situation. Au reste, certains de ces pirates ne sont rien moins que d'ex-baratariens, et d'ex-corsaires colombiens ou mexicains, qui œuvrent maintenant à l'intérieur de la place. Les îlots qui environnent le canal de Bahama, de larges portions de la côte encore inhabitée, sont autant de bases hospitalières, d'où les uns et les autres agissent en toute tranquillité. Et les petites *villas* du centre de l'île ou de l'Orient, toujours délaissées par la Havane, offrent des marchés où les denrées se vendent à des prix inférieurs de 30 ou 40 % à la moyenne habituelle. Qui sont ces acheteurs ? Tous ceux qui ont besoin coûte que coûte d'exporter leur sucre, et de s'approvisionner en main d'œuvre esclave. Car la Grande-Bretagne a

prohibé la traite et entend, à partir de 1819, imposer la mesure à Cuba.

Contrebandiers-négriers, voilà pour nos ex-corsaires Indépendants devenus pirates une reconversion idéale. Ajoutons que l'occasion est belle de continuer à lutter contre l'Angleterre, ennemie jurée des yankees et des jacobins. « La traite est défendue ; tant mieux je la ferai. Et au plaisir d'entreprendre un commerce périlleux, je joindrai le bonheur d'enfreindre la loi anglaise ». Ces propos du héros d'un célèbre roman de marine de l'époque résument tout un état d'esprit ! Notons que le roman commence à être en vogue à l'époque romantique ; de Byron à Walter Scott, de Fenimore Cooper à Eugène Sue, la fiction exalte le corsaire ou le bandit, au moment où il disparaît de la réalité... Mais le vulgaire négrier-contrebandier, le pirate continueront à sévir bien avant dans le siècle, l'esclavage n'étant aboli à Cuba qu'en 1880.

Rien jusqu'ici qui ne soit typiquement antillais. Mais l'acuité du problème posé par la piraterie cubaine réside encore ailleurs. Celle-ci est la raison invoquée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour surveiller les abords de l'île. Sous couvert de devoir faire respecter son pavillon, en raison de l'incurie espagnole (ou de sa complicité) qui tolère cette piraterie sur ses propres côtes, chacune de ces puissances met sur pied, entre 1822 et 1825, des promenades navales dans les eaux antillaises. Il s'agit en réalité de décourager d'éventuelles tentatives d'autrui sur la dernière pièce maîtresse de l'empire espagnol d'Amérique. Mais, dans cette affaire, les Etats-Unis sont loin de pouvoir aligner des forces navales comparables à celles de l'Europe. La menace vient, selon les Nord-américains, de ses monarchies ; elle aurait pour conséquence de remettre en question la liberté, si fraîchement acquise, du Nouveau Monde. C'est devant ce risque, sans doute surestimé, que le président des Etats-Unis formule ce qu'on appellera plus tard la « Doctrine Monroe ». Il met en garde toutes les puissances européennes contre une quelconque tentative sur l'Amérique ; désormais, dit-il en substance, les Etats-Unis se porteront garants de sa sécurité collective. Qui se souvient qu'à l'origine d'un des principes de la politique étrangère nord-américaine il n'y a qu'une vulgaire histoire de pirates, un reliquat de la guerre de course hispano-américaine ? Et si ces déprédations subies par le commerce international sont si lourdement ressenties (à la vérité, c'est de cela que sont pleins les articles de presse et les dépêches diplomatiques consacrés alors à l'indépendance de

l'Amérique latine...), c'est qu'elles compromettent, ne l'oublions pas, l'établissement de relations commerciales normales avec les nouveaux états, sur la base tant attendue de la liberté du commerce. Tant que l'Espagne s'obstinera à ne pas admettre l'indépendance de ses anciennes colonies, les corsaires séviront ; d'où les pressions considérables exercées par les puissances étrangères sur l'ancienne métropole pour mettre celle-ci à la raison.

.....

Que les guerres d'indépendance hispano-américaines se soient ainsi prolongées si longtemps, et sur mer, sous la forme de la guerre de course, voilà qui a été bien oublié. Non seulement en effet, la course a été étroitement co-extensive des guerres d'indépendance, mais elle prolonge celles-ci bien après qu'ait été reconnue l'indépendance des nouveaux états latins. Preuve de la fonction indispensable qui a été la sienne dans l'ensemble du processus, la Course indépendante réussit à bloquer pendant plusieurs décennies le mouvement international qui tendait à sa condamnation. La suppression de la course avait été évoquée à l'assemblée Législative française de 1792 ; l'éventualité en est à nouveau représentée en 1823 aux Etats-Unis, puis en 1826, au congrès de Panama. En 1856, enfin, le congrès de Paris condamnera définitivement l'usage de la guerre de course dans un conflit.

La forme qu'a prise la guerre de course dans la Course indépendante n'a guère été étudiée dans son ensemble : flotilles ou opérations individuelles, défense des côtes ou raids offensifs, guerre navale ou agression commerciale. La stratégie corsaire qui se déploie sur les routes du commerce colonial dispose de deux armes : le contre-blocus, engloutissant progressivement celui qui avait été initialement décrété par la métropole en représailles contre l'insurrection, et l'attraction des puissances commerciales neutres dans son camp. Il y a là tout un jeu souple qui doit retenir l'attention, par son caractère plus novateur que la tactique corsaire proprement dite. Face aux Corsaires indépendants, la stratégie et la tactique navales espagnoles n'ont pas été étudiées non plus. Stratégie essentiellement réactionnaire, reposant sur le blocus, à une époque où cette arme commence à être remise en question, en raison de son coût élevé pour des résultats incertains. Au total, d'importantes lacunes dans notre compréhension de la course, dont nous n'avons fait que suggérer

comment elles pouvaient être palliées. Un dernier facteur est à mettre en lumière : le déplacement vers le nord du centre de gravité de la Course indépendante est contemporain du développement des constructions navales nord-américaines. Le *clipper* représente l'apogée du voilier avant sa disparition ; il est aussi le meilleur bâtiment de la dernière guerre de course.

Cosmopolite, le monde de la flibuste est aussi contrasté : d'un côté, les blancs, commerçants ou officiers de la marine marchande, français ou anglo-saxons ; de l'autre, les noirs et hommes de couleur de Saint-Domingue, Margarita, la Guadeloupe, parfois anciens esclaves, souvent pêcheurs, plus rarement capitaines de petites chaloupes. Malaisé à définir, le clivage des mentalités ne reproduit pas exactement cette opposition sociale : d'un côté, les marchands et capitaines du Nord des Etats-Unis, que nous qualifierons de jacobins « réalistes » ; de l'autre, les sans-culottes, plus outranciers, de la course antillaise, c'est-à-dire les petits-blancs français et hommes de couleur, dont il faut rapprocher, parfois, les Sudistes des Etats-Unis. A partir de 1816 ont fusionné la traditionnelle course antillaise de couleur et la Course indépendante, française puis nord-américaine. Le péril jacobin rejoint alors la peur du noir contractée en 1791. Il importerait de mieux mettre en évidence cette donnée subjective, en mesurant ses effets démoralisateurs sur l'adversaire, sur le royaliste tenant de l'Ancien régime ; il importe au moins d'en relever les manifestations ostensibles, sinon agressives (enlèvements, langage, slogans, etc.).

Mais qu'est au juste l'idéologie du corsaire révolutionnaire ? Attachement général à la cause des peuples contre les rois, elle ne se traduit que rarement par une adhésion durable à un état latin en particulier. Le corsaire adoptera successivement les pavillons de Carthagène, du Mexique, de Buenos Aires, sans rester attaché à un secteur géographique précis. Une idéologie révolutionnaire assez vague dans son contenu donc, pour ne s'embarrasser d'aucune allégeance et qui fait surtout bon ménage avec ce qui demeure la motivation fondamentale du corsaire : l'appât du gain par la rapine sur mer et les prises.

La course, enfin, porte la guerre d'indépendance sur le terrain commercial. Et c'est bien là que surgissent les questions primordiales. Le véritable bilan de l'indépendance hispano-américaine, et en tout cas son coût pour la métropole espagnole, n'apparaît-il pas dans la ruine de son commerce dont la course est précisément responsable ? Nous devons chercher à connaître

ces mécanismes de destruction de la puissance métropolitaine ; même si nous ne pouvons espérer mesurer exactement les dommages subis par l'Espagne, la course révolutionnaire laissant, de ce point de vue, peu de traces puisqu'elle est doublement à la limite de l'illégalité, par le caractère de ses opérations et par le fait qu'elle demeure non reconnue internationalement, tant que l'état latin insurgé ne l'est pas. Qui dit perte pour les uns dit profit pour les autres. Nous devons à cet égard souligner le fait que la participation victorieuse d'étrangers aux guerres d'indépendance latino-américaines signifie le succès d'un processus engagé de longue date, mais bien directement opposé dans son principe à la course ; à savoir le droit des neutres à commercer avec qui bon leur semble. Car, obtenu sous le couvert de l'indépendance politique des nouveaux états, le droit pour d'autres nations que l'ex-métropole espagnole à commercer librement avec l'Amérique latine n'est-il pas à l'origine du système d'exploitation que lui ont imposé les pays occidentaux, en la privant, au départ simplement, des dépouilles du commerce colonial métropolitain ?

Anne PÉROTIN-DUMON  
*National Humanities Center*  
(Caroline du Nord, Etats-Unis).

---

## SOURCE

### COLOMBIE :

— Archivo nacional de Colombia, série Historia-Anexo.

### ESPAGNE :

- Archivo historico nacional (Madrid), section Estado : 5544, 5637, 5638, 5639, 5640, 5557.
- Archivo general de Indias (Séville), sections : Audiencia de Santo Domingo, Papeles de Cuba, Ultramar, Papeles de Estado, Audiencia de Mexico, *passim*.
- Archivo de la Marina (Museo naval et Viso del Marques), sections : Indiferentes, Expediciones a Indias, Corso y Presas (années 1806 à 1840) ; manuscrits de la bibliothèque n° 450, 1445, 1828, 2095, 2178, 10 209.

FRANCE :

- Archives nationales, séries : Marine BB<sup>4</sup>, Colonies C<sup>7A</sup>, et C<sup>8A</sup>.
- Archives du ministère des Affaires étrangères, séries : correspondance politique et correspondance consulaire des Etats-Unis (années 1808 à 1825).

GRANDE-BRETAGNE :

- Public Record Office, séries : Admiralty Records 1/262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-277-279 ; 1/337-338 ; 12/179-185-189-194-199-210 ; War Office 1/20. Colonial Office 318/44 ; Foreign Office 5/115-122-132-141.

MEXIQUE :

- Archivo de la Nación, séries : Historia Ramo general, Ramo Marina, Ramo Operaciones de guerra.

ETATS-UNIS :

- National Archives, record groups : 45, department of the Navy, Captain's letters, vol. 51-80 ; 59, department of State, Consular despatches, Guadeloupe-Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Thomas, Santiago de Cuba, 1790-1836.

---

## DOCUMENTS PUBLIÉS

Graham, Gerald S., and Humphreys, Robert A., eds. *The Navy and South America, 1807-1823 : Correspondence of the Commanders in-chief on the South American Station*, 1962.

Humphreys, Robert A., ed. *British Consular Reports on the Trade and Politics of Latin America, 1824-1826*, 1940.

Manning, William R., ed. *Diplomatic Correspondence of the United States Concerning the Independence of the Latin American Nations*, 1925.

Webster, Charles V. *Britain and the Independence of Latin America 1812-1830 : Select Documents from the Foreign Office Archives*, 1838.

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE\*

Bealer, Lewis W. *Los corsarios de Buenos Aires, sus actividades en las guerras hispano-americanas de la independencia 1815-1821*, 1937.

Bonnel, Ulane. *La France, les Etats-Unis et la guerre de course (1797-1815)*, 1961.

Currier, Theodore S. *Los corsarios del Rio de la Plata*, 1929.

Franco, Jose L. *Politica continental americana de España en Cuba 1812-1830*, 1947.

Garitee, Jerome R. *The Republic's Private Navy. The American privateering Business as practised by Baltimore during the war of 1812*, 1977.

Griffin, Charles C. *The United States and the disruption of the Spanish Empire 1810-1822. A study of the relations of the United States with Spain and with the rebel colonies*, 1937.

Heredia, Edmundo A. *Planes espanoles para reconquistar Hispanoamerica 1810-1818*, 1975.

Lopez Urrutia, Carlos. *La escuadra chilena en Mexico 1822 ; los corsarios chilenos y argentinos en los mares del Norte*, 1971.

Lynch, John. *The Spanish American Revolution 1808-1826*, 1973.

Ortiz, Elias Sergio. *Franceses en la independencia de la Gran Colombia*, 2 ed. 1971.

Rippy, J. Fred. *Rivalry of the United States and Great Britain over Latin America 1800-1830*, 1929.

Warren, Harris G. *The sword was their Passport : A history of American Filibustering in the Mexican Revolution*, 1943.

Whitaker, Arthur P. *The United States and the Independence of Latin America, 1800-1830*, 1947.

---

\* ne comporte pas les articles s'y rapportant.